IMMIGRÉS TUNISIENS

Paris et Rome aplanissent leur désaccord

Les ministres français et italien de l'Intérieur ont aplani hier à Milan (nord) leur désaccord sur la décision de Rome d'accorder des permis de séjour temporaires aux migrants tunisiens fraîchement débarqués en Italie, qui avait suscité la colère de Paris.

Interrogé à l'issue de la rencontre par quelques journalistes, Claude Guéant a affirmé avoir «trouvé un complet accord avec Roberto Maroni», qui s'est lui-même dit «satisfait».

La veille encore, le ministre français avait pourtant dénoncé la position de l'Italie, qui estimait que ces permis de séjour permettraient aux Tunisiens de circuler dans tout l'espace Schengen, donc en France.

Pour circuler «à l'intérieur de l'espace Schengen, il ne suffit pas d'avoir une autorisation de séjour dans (un des Etats membres), encore faut-il avoir des documents d'identité et, surtout, justifier de ressources», avait affirmé jeudi à l'AFP le ministre, prévenant que la France n'entendait «pas subir une vague d'immigration» venue d'Italie. Ce malentendu s'est apparemment dissipé hier : «Nous avons trouvé un accord sur l'interprétation du traité de Schengen. Il est clair que l'autorisation de séjour que les Italiens vont délivrer permet la libre circulation, a-t-il dit.

«Mais cela a une limite dans le respect des conditions définies par le traité», s'est-il empressé de préciser, rappelant notamment qu'un document de voyage et des ressources minimales étaient nécessaires. La position italo-française est beaucoup plus claire sur l'accueil des immigrés : «Ni l'Italie ni la France n'ont vocation à accueillir les migrants tunisiens», a estimé M. Guéant à l'issue de cette rencontre qui a duré un peu plus d'une heure.

Photo : DR

Les deux hommes ont également appelé à «un effort commun entre nos pays et les pays de l'Union européenne», accusée régulièrement par l'Italie de l'avoir abandonnée à son sort.

La Commission européenne a en l'occurrence souhaité hier que Paris et Rome puissent «dépasser leur litige». «Nous sommes dans une zone sans frontière intérieure, Schengen, et les dispositions prises par un Etat ont des implications pour les autres pays. Il est donc très important que les pays se coordonnent», a souligné un porte-parole de la Commission.

En attendant, le seul résultat concret de ces discussions à Milan consiste en l'organisation de «patrouilles conjointes aériennes et navales sur les côtes tunisiennes (...) pour bloquer les départs» d'immigrants illégaux, annoncée par M. Maroni.

«Dans le cadre de Frontex», l'Agence européenne de surveillance des frontières, a précisé M. Guéant. M. Maroni a aussi évoqué «l'étude de programmes de rapatriement sur une base volontaire ou à l'échéance du permis» de séjour.

Le 26 avril, un sommet sur la Libye et l'immigration doit se réunir à Rome entre le président français Nicolas Sarkozy et le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi. Depuis la chute du président Zine El Abidine Ben Ali à la mi-janvier, 25 800 migrants, surtout des Tunisiens mais aussi des Africains venus de Libye, ont débarqué en Italie. Face à cet afflux, l'Italie a conclu mardi un accord avec la Tunisie pour l'aider à se développer et à lutter contre l'immigration clandestine. En échange des permis de séjour temporaires accordés aux migrants arrivés entre le 1er janvier et le 5 avril, jour de la signature de l'accord, Tunis est censé mieux contrôler son littoral et accepter le rapatriement immédiat des nouveaux immigrés arrivant en Italie.

VIOLENTE RÉPLIQUE SISMIQUE AU JAPON

Fukushima épargnée

Près d'un mois après le séisme et le tsunami qui ont dévasté le nord-est du Japon, une très forte réplique a fait au moins deux morts confirmés et choqué les rescapés, mais sans perturber les opérations d'urgence menées dans la centrale nucléaire de Fukushima.

Ressenti jusqu'à Tokyo, le tremblement de terre de magnitude 7,1 a déclenché dans la nuit de jeudi à vendredi une brève alerte au raz-de-marée dans les environs de la ville de Sendai, déjà frappée par des vagues géantes le 11 mars. La forte secousse a par ailleurs provoqué de petits débordements d'eau faiblement radioactive à la centrale nucléaire d'Onagawa, au nord de Sendai.

Mais aucune «fuite» n'a été signalée, selon Tohoku Electric Power, l'exploitant de cette centrale à l'arrêt depuis le séisme du 11 mars. «Cela n'a rien à voir avec ce qui s'est passé à la centrale nucléaire de Fukushima», a assuré un porte-parole.

L'attention portée à cet incident mineur par les médias témoigne de la sensibilisation extrême de l'opinion au Japon et dans le reste du monde aux risques nucléaires depuis qu'a débuté l'accident de Fukushima Daiichi (N°1), le plus grave depuis celui de Tchernobyl en 1986. Les techniciens de la centrale continuent à braver les rejets radioactifs en menant parallèlement trois opérations majeures destinées à stabiliser les quatre réacteurs endommagés.

Entamée jeudi, l'injection d'azote dans le réacteur 1 afin d'empêcher une explosion d'hydrogène devrait se poursuivre jusqu'à la semaine prochaine. Les techniciens arrosent par ailleurs jour et nuit les réacteurs en attendant que l'alimentation électrique et les circuits de refroidissement soient rétablis.

Enfin, les opérations de rejet volontaire dans l'océan Pacifique de 11 500 tonnes d'eau faiblement radioactive, selon Tepco, devraient s'achever aujourd'hui.

Cette dernière initiative irrite la Chine, qui a exprimé hier son «inquiétude» et demandé au Japon de prendre «des mesures efficaces pour protéger l'environnement marin».

Les craintes liées à la contamination affectent aussi les professionnels japonais de la pêche et des restaurants de sushi, notamment de Tokyo, dont la fréquentation est en recul depuis le séisme. Des agriculteurs vont en revanche se réjouir de l'annonce, par le gouvernement, d'une prochaine levée des restrictions de vente imposées fin mars pour une dizaine de sortes de légumes provenant de quatre préfectures proches de la centrale, et pour le lait cru de la seule préfecture de Fukushima.

«Je crois que les conditions sont respectées pour que les interdictions soient levées» dans les lieux où les niveaux de radiation ont baissé ces derniers jours, a expliqué le porte-parole du gouvernement, Yukio Edano. Ces produits frais ont été bannis par de nombreux pays, comme les Etats-Unis, le Canada ou la Russie. Mais l'Inde est revenue hier sur sa décision prise trois jours plus tôt d'interdire l'importation de l'ensemble des produits alimentaires japonais.

La réplique survenue jeudi soir a provoqué la mort d'une femme de 63 ans et d'un homme de 85 ans, et fait 200 blessés, ont annoncé les autorités. Mais deux autres décès d'un homme de 79 ans et d'une femme de 83 ans pourraient être également liés au séisme, selon l'agence de presse Jiji.

Cette secousse «était tellement effrayante», a témoigné Kazuyuki Shiroiwa, un habitant de la ville de Kitakami. «J'ai ressenti la même peur qu'il y a un mois. J'en ai assez des tremblements de terre.»

Les nerfs des Japonais vivant dans cette région du nord-est ont été mis à rude épreuve par les quelque 400 répliques du séisme du 11 mars, le plus fort jamais enregistré au Japon.

Les médecins ont d'ailleurs noté une hausse de patients se plaignant d'«étourdissements» et de malaises, selon la clinique spécialisée de l'université de Mejiro, à Tokyo.

Cette catastrophe a fait 12 750 morts confirmés et 14 706 disparus, dont il y a peu d'espoirs de retrouver les corps, selon le dernier bilan de la police.

L'activité économique est restée fortement perturbée cette semaine. Mais Toyota, premier constructeur automobile, a laissé entrevoir un retour progressif à la normale en annonçant le redémarrage le 18 avril de l'ensemble de ses usines d'assemblage sur l'archipel.

Un dernier groupe de détenus cubains libérés arrive en Espagne

Un groupe de 37 ex-prisonniers politiques cubains, les derniers à être accueillis en Espagne dans le cadre d'un processus de libération sans précédent entamé en juillet 2010 sous médiation espagnole, est arrivé hier à Madrid à bord d'un vol spécial.

Sitôt arrivés à l'aéroport de Madrid Barajas, accompagnés d'environ 200 membres de leurs familles, les ex-détenus ont été pris en charge par des organisations humanitaires et transportés en autocar vers des centres d'accueil. Il s'agit du groupe de prisonniers politiques le plus important à arriver en Espagne depuis un accord inédit conclu en juillet entre le gouvernement cubain, dirigé par Raul Castro, et l'Eglise catholique, après une médiation de l'Espagne.

«Avec l'arrivée de ces derniers prisonniers de conscience, s'achève le processus de libération (...) commencé le 13 juillet dernier», a annoncé le ministère espagnol des Affaires étrangères. L'accord conclu l'an dernier prévoyait la libération progressive de 52 détenus sur un groupe de 75 arrêtés en 2003 au moment d'une vague de répression contre la dissidence et condamnés à de lourdes peines. Le 23 mars, le gouvernement cubain a libéré les deux derniers détenus de ce groupe. Il s'agissait du processus de libération de prisonniers politiques le plus massif depuis que Raul Castro a remplacé son frère Fidel en août 2006 à la tête du régime communiste cubain. Fidel Castro en avait libéré une centaine peu après la visite historique à Cuba du pape Jean Paul II en 1998. Mais en mars 2003, il avait ordonné l'arrestation de 75 opposants accusés de «collaborer» avec l'ennemi américain, ce qui avait provoqué le gel de la coopération avec l'Union européenne pendant cinq ans. Cuba, sous embargo américain depuis 1962, considère les opposants comme des mercenaires à la solde des Etats-Unis.

Les premiers détenus libérés dans le cadre de cet accord étaient arrivés à Madrid le 13 juillet 2010, d'autres avaient suivi par petits groupes. Sur les 52 prisonniers concernés, 12 ont cependant choisi de rester à Cuba.

Le chiffre initial avait ensuite été élargi et au total, 115 détenus libérés des prisons cubaines, accompagnés de 647 membres de leurs familles, sont arrivés en Espagne depuis juillet, a précisé le ministère des Affaires étrangères. Hier matin, le dernier groupe de 245 personnes, dont 37 ex-détenus, est arrivé à Madrid à bord d'un vol spécialement affrété par le gouvernement espagnol. Parmi les ex-détenus se trouvait Orlando Fundora, qui faisait partie du groupe des 75. Libéré en 2004 pour raisons médicales, il a quitté l'aéroport de Madrid à bord d'une ambulance, tandis que les autres membres du groupe prenaient place dans une quinzaine de cars pour être conduits vers des centres d'accueil à travers l'Espagne.

Le ministère des Affaires étrangères a souligné que ce groupe était composé de «prisonniers de conscience figurant sur les listes d'Amnesty International, du groupe des Dames en blanc (un groupe militant de mères et épouses de prisonniers politiques) et d'autres organisations de défense des droits de l'homme». L'Espagne a annoncé avoir accordé jusqu'à présent l'asile politique à 41 des prisonniers cubains arrivés sur son territoire.

Ceux qui choisissent de rester en Espagne sont logés provisoirement dans des centres d'accueil avant d'être installés dans des logements, et reçoivent, selon le ministère, des aides sous différentes formes, financière, psychologique ainsi qu'en matière de santé, d'éducation ou de recherche d'emploi.